

**Les changements climatiques et les responsabilités des syndicats du monde de l'éducation à l'ordre du jour de la Conférence Gouvernance, financement, évaluation et changement climatique : les défis clés pour l'éducation publique (Are, Suède, 2-4 décembre 2008)**

Compte rendu et commentaire de Cécile Sabourin

Le 12 décembre 2008

Les responsabilités des syndicats de l'éducation à l'égard des changements climatiques étaient à l'ordre du jour de la réunion des affiliés de l'Internationale de l'Éducation en provenance des pays de l'OCDE, les pays globalement les plus énergivores et les plus grands producteurs per capita d'émissions de gaz à effets de serre.

Dans sa présentation, le professeur Jonathan Neal<sup>1</sup> plaide en faveur d'un engagement du mouvement syndical pour contrer la tendance lourde et de sauver la planète. Il y a urgence.

Citant les résultats de recherches effectuées au Groenland sur les couches accumulées de glace ainsi que des recherches complémentaires à travers le monde qui ont validé ces résultats, il confirme que les craintes concernant un changement abrupt de température semblable à celui qui a suivi l'âge de glace se confirment et que nous aurions entre 10 et 30 ans pour renverser la situation. Il y a urgence pour éviter que 30 à 70 % des espèces présentes sur la terre ne disparaissent et pour empêcher des conséquences sur les autres espèces. Il juge les impacts pour l'humanité particulièrement alarmants, compte tenu du système politique actuel. Il est manifeste que les « dirigeants » ne savent pas réagir aux signes avant coureurs et aux catastrophes prévisibles. Les destructions des « équilibres » géographiques (sécheresses, inondations, ouragans] et économiques (exclusion, famine, croissance des réfugiés) ne peuvent être restaurées par les moyens connus de notre système.

Il affirme la nécessité de diminuer nos émissions de gaz carbonique de 60 %, une donnée qui n'est pas arbitraire puisque la nature absorbe 40 % de nos émissions. Pour tenir compte de la croissance de la population et des besoins des pays en développement, il souligne l'opportunité de viser une diminution de 80 %. Le défi est de taille, pourtant...

M. Neal suggère que les gouvernements s'inspirent de l'approche retenue par les Etats-Unis lors de leur entrée dans la deuxième guerre mondiale en 1942, la conversion de l'industrie pour appuyer l'effort de guerre. Une décision aussi radicale de la part des gouvernements devrait viser à « verdir » leurs industries.

---

<sup>1</sup> Maître de Conférence à l'Université de Bath au Royaume Uni.

Les pistes pour y arriver seraient multiples et à notre portée surtout en misant sur les énergies alternatives, à savoir éolienne et solaire (en particulier dans les déserts). A priori tout un ensemble de mesures seraient de nature à avancer dans la bonne direction, par exemple isoler les bâtiments pour éviter les pertes, miser sur le transport public alimenté par des énergies propres, réguler l'industrie et les entreprises.

M. Neal suggère que le moment est venu et que le défi est à la portée du mouvement syndical de mobiliser à la fois ses membres et la population en faveur de ces changements profonds de nos modes de production.

Il importe, selon lui, de développer l'argumentaire autour de deux propositions : la solution n'est pas dans le « sacrifice de notre mode de vie » mais plutôt dans l'accentuation du message que les transformations inévitables sont créatrices d'emplois, donc positives pour les économies. Le défi réel est d'ordre politique. À ce propos, il faut contrer le sentiment d'impuissance, voire le désarroi et la confusion qui entourent la perspective de s'attaquer de front aux fondements des problèmes.

Dans le contexte de la crise financière et économique actuelle, de nombreuses voix s'élèvent pour dire qu'on ne peut rien faire pour changer le climat : il n'y a plus de disponibilités budgétaires. À ce propos, il invite le mouvement syndical à prendre exemple sur le milieu scientifique qui s'est donné le moyen de mettre à l'avant-scène les enjeux relatifs à l'environnement. En concertation avec les ONG, il a mené de nombreuses actions d'information auprès du public et de lobby auprès des gouvernements et organisations internationales pour faire reconnaître l'urgence de la situation. De grands pas ont été franchis au cours des dernières années.

### Conclusion et commentaire

Occasion de prise de conscience à l'effet que le milieu de l'éducation constitue un levier pour agir sur les changements climatiques, la présentation de M. Neil a semblé laisser les participantes et participants un peu sur leur faim.

Outre les pressions auprès des milieux politiques, la mobilisation du milieu de l'éducation en faveur d'actions pour contrer les problèmes environnementaux actuels peut prendre de multiples formes : campus verts, programmes d'études, thèmes de recherche au service des changements visés, actions publiques et démonstrations d'appui, etc. Les échanges n'ont pas permis de mesurer l'ampleur des engagements en cours.

Pour ma part, j'ai apprécié l'idée qu'il faille pousser nos gouvernements à agir afin de transformer nos industries, en particulier les plus polluantes, et contrer les pouvoirs des grandes pétrolières et des industries connexes. Toutefois la mise en veilleuse du défi

individuel et collectif de revoir le modèle de croissance et de consommation qui étouffe présentement les sociétés dites développées me paraît affaiblir la perspective d'une réponse efficace aux problèmes environnementaux actuels.

Un engagement responsable des syndicats de l'éducation signifie nécessairement que les membres s'engagent chacun à leur mesure et à leur manière afin de construire ensemble un mouvement pour transformer notre modèle de développement économique, responsable des changements climatiques. Les orientations et décisions collectives et les gestes individuels sont complémentaires et interreliés en vue de l'atteinte de résultats.